

28 français parmi les 198 acteurs financiers sans politique charbon robuste

Un nouvel outil d'analyse met en lumière les politiques charbon des acteurs financières internationaux

Paris, 8 septembre 2020. Reclaim Finance, en partenariat avec 25 autres ONG [1], met en ligne le premier outil permettant d'identifier, d'évaluer et de comparer les politiques adoptées par les institutions financières du monde entier pour restreindre ou mettre fin à leurs services financiers au secteur du charbon [2]. L'outil qui sera continuellement mis à jour, est issu d'une analyse couvrant des centaines d'acteurs financiers et couvre 30 pays, de l'Australie aux Etats-Unis en passant par la France. Sur les 214 politiques charbon identifiées, seulement 16 sont de qualité suffisante pour soutenir une sortie du secteur du charbon alignée avec les objectifs climatiques. Si la France est en avance avec 15 de ces politiques, l'outil, accessible sur le site coalpolicytool.org, liste aussi 28 autres acteurs français avec des politiques insuffisantes voire des plus lacunaires.

Le Coal Policy Tool est la base de données la plus complète évaluant la qualité des politiques existantes par rapport à l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Il évalue 214 politiques charbon sur une grille de notation cohérente et transparente fondée sur cinq critères clés ; il nomme également les plus grandes banques, ré/assureurs, détenteurs et gestionnaires d'actifs sans aucune politique [3].

En un coup d'œil, l'outil montre que :

- Les meilleures politiques se trouvent en Europe et particulièrement en France, où l'on trouve le plus grand nombre d'institutions financières ayant adopté des politiques sur le charbon et les révisant régulièrement pour adopter des normes plus élevées.
- Les gestionnaires d'actifs américains, qui dominent le marché mondial, sont parmi les moins performants. BlackRock est le seul gestionnaire d'actifs américain noté sur l'outil à avoir une politique sur le charbon. Cependant, l'annonce de BlackRock en janvier 2020 relevait davantage de l'effet d'annonce puisque sa politique obtient un score de 0 sur tous les critères du Coal Policy Tool, sauf un.
- À l'exception des françaises qui ont récemment revu leurs politiques, les banques sont globalement à la traîne des ré/assureurs ; un nombre relativement plus élevé de ré/assureurs a adopté des critères d'exclusion suffisamment restrictifs en ce qui concerne les entreprises du secteur.

« *L'outil va au-delà de l'identification et de la comparaison des politiques et permet aux clients, aux médias, aux institutions financières et aux autres parties prenantes de naviguer facilement dans la jungle des politiques charbon. Il vise avant tout à garantir des politiques de sortie du charbon de haute qualité qui contribuent efficacement à prévenir le chaos climatique* », déclare Lucie Pinson, fondatrice et directrice générale de Reclaim Finance.

La qualité reste en effet un problème majeur. Selon l'analyse du Coal Policy Tool, seules 16 institutions financières ont une politique de sortie du charbon robuste [4]. Les premières politiques de qualité ont émergé en France et uniquement l'année dernière avec celle du groupe Crédit Agricole. Depuis, 15 autres acteurs significatifs en ont adopté une [5] ; tous sont français à l'exception de Unicredit qui vient d'annoncer une politique très similaire voire plus ambitieuse sur certains points à celles des acteurs français.

Lucie Pinson ajoute : « *Il ne suffit pas d'adopter une politique, ce dont nous avons besoin, ce sont de bonnes politiques charbon. Les 15 institutions financières françaises distinguées dans l'outil ont été parmi les premiers acteurs mondiaux à adopter des politiques sur le charbon, mais ces politiques ont dû être modifiées à de nombreuses reprises avant de devenir suffisamment robustes pour soutenir une sortie du charbon. Nous ne pouvons plus reporter l'action dans un contexte où il nous faut désormais nous attaquer au problème du pétrole et du gaz. Les institutions financières doivent rompre avec la stratégie des petits pas et adopter de toute urgence des politiques de qualité telles que définies par notre outil* ».

Si 216 acteurs financiers de taille très significative n'ont aucune politique sur le charbon, la quasi-totalité de celles existantes sont insuffisantes pour atténuer les impacts du secteur du charbon et même prévenir son expansion.

La grande majorité des politiques comportant des exclusions des entreprises actives dans le secteur du charbon se contentent de gérer le risque financier en excluant les entreprises avec une part significative de leurs activités dans le charbon. La prévention de l'impact sur le climat et les populations n'est pas posée et ces politiques permettent le maintien de services financiers à certains des plus grands producteurs de charbon ou à des développeurs de centrales à charbon de s'en sortir [6].

Yann Louvel, analyste politique à Reclaim Finance commente : “*Même en France, 28 institutions financières, dont Carmignac, Covéa et Rothschild & Co n'ont pas de politique soutenant la sortie du charbon et la majorité n'a pas même exclu certaines des pires entreprises du secteur. C'est donc autant d'acteurs qui ont pris via leurs fédérations professionnelles l'engagement d'adopter des politiques de sortie mais en sont encore aux lettres d'intention [7]. Le Coal Policy Tool révèle la gravité de la situation et permet à toutes les parties prenantes, clients, actionnaires et régulateurs, de ne plus être dupes du greenwashing opéré par le secteur financier*”.

Le Coal Policy Tool montre en effet que presque tout reste à faire pour soutenir la fermeture des actifs charbonniers existants dans les délais impartis pour s'aligner sur l'objectif 1,5°C [8], autant en France qu'à l'international. La tenue de l'engagement de la Place parisienne pourrait générer un fort effet d'entrainement comme l'annonce d'UniCredit tend à l'illustrer.

Notes

[1] Le Coal Policy Tool est lancé en partenariat avec les ONG suivantes : 350.org; Both Ends; Centre for Financial Accountability; CEED - Center for Energy, Ecology, and Development; CLEAN; Ecologistas en Acción ; Fossil Free California; Foundation "Development YES - Open-Pit Mines NO"; Friends of the Earth US; Global Witness; Instituto Internacional de Derecho y Medio Ambiente; Jacses; Just Share; Les Amis de la Terre France; Maan ystäväät - Friends of the Earth Finland; Rainforest Action Network; Re:Common; RESET; ShareAction; Solutions For Our Climate; Sierra Club; Urgewald. Les campagnes civiques Insure Our Future et BlackRock's Big Problem soutiennent également cet outil.

[2] Le Coal Policy Tool est accessible sur <https://coalpolicytool.org/> mot de passe : September8

[3] Le Coal Policy Tool couvre :

- Les 20 premières banques/détenteurs d'actifs/gestionnaires d'actifs dans les classements mondiaux (Standard & Poor's pour les banques, Willis Towers Watson PLC pour les propriétaires et gestionnaires d'actifs), et les assureurs couverts dans le Scorecard on Insurance (Insure Our Future) de 2019, qu'ils aient ou non une police charbon ;

- Tous les établissements financiers dans les 100 premiers de ces classements, qui ont été évalués systématiquement, pour lesquels Reclaim Finance a pu trouver une politique charbon ;
- Certaines autres institutions financières plus petites, au-dessus d'un seuil minimum de 10 milliards USD d'actifs, pour lesquelles Reclaim Finance a pu trouver une politique charbon à travers ses recherches et ses partenaires dans le monde entier, sans procéder à une évaluation systématique, et
- D'autres institutions financières ajoutées à la demande de nos partenaires. Plus d'informations sur cette méthodologie sont disponibles sur cette page web. Elle évalue les politiques de 214 institutions financières.

Le nombre de 214 est trouvé une fois que les doublons ont été supprimés; ainsi, bien que les assureurs ont été notés à la fois pour leur activité d'assurance et pour leur politique d'investissement, ils ne sont comptés qu'une seule fois.

[4] Pour s'aligner parfaitement sur une trajectoire 1,5°C, une politique charbon doit (a) couvrir toute la chaîne de valeur, de l'extraction à l'électricité en passant par les infrastructures ; (b) s'attaquer à tous les services financiers - de ceux fournis directement à des projets à ceux fournis aux entreprises - prêts, aides à l'émission d'actions et d'obligations, couvertures d'assurance, conseil, etc.- et à tous types de gestion y compris passive ; et (c) combiner les critères d'exclusion et l'engagement des actionnaires pour non seulement empêcher l'expansion du secteur du charbon, mais aussi pour soutenir son retrait rapide.

- Il est de la plus haute urgence d'empêcher la construction de nouveaux projets de charbon afin d'avoir une chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, l'objectif fixé dans l'Accord de Paris sur le climat : les institutions financières doivent immédiatement mettre fin à tous les services en matière de projets, mais aussi à tout soutien général aux entreprises qui ont des plans d'expansion du charbon.
- Tous les actifs charbonniers existants doivent être progressivement fermés, et non vendus : les institutions financières doivent s'engager à éliminer leur exposition au charbon à zéro au plus tard d'ici 2030 en Europe et dans les pays de l'OCDE et au plus tard d'ici 2040 dans les autres pays. La réalisation de ces objectifs nécessite l'exclusion immédiate des entreprises fortement exposées au charbon — soit parce qu'une grande partie de leurs activités est basée sur le charbon, soit parce que la taille même de leurs activités dans le charbon est importante — ainsi qu'une stratégie d'engagement robuste exigeant des entreprises qu'elles adoptent un plan de sortie du charbon.

[5] Les 16 institutions financières ayant des politiques charbon de qualité font partie des 10 groupes suivants: AXA, Crédit Agricole/Amundi, Crédit Mutuel, et UniCredit ainsi que de 6 autres groupes financiers français : AG2R La Mondiale, CNP Assurances, La Banque Postale Asset Management, MACIF, OFI Asset Management et SCOR pour son activité d'investisseur (le réassureur SCOR a une politique de sortie du charbon minimale qui ne met fin qu'à la couverture facultative au niveau du projet).

[6] Reclaim Finance et ses partenaires demandent aux institutions financières d'exclure toutes les entreprises qui génèrent plus de 20 % de leurs revenus ou 20 % de leur production d'électricité à partir du charbon ainsi que les entreprises qui produisent plus de 10 millions de tonnes de charbon par an ou qui ont une capacité de production d'électricité à partir de charbon de plus de 5 GW. Voir plus [ici](#).

[7] Le 2 juillet 2019, la Place financière de Paris a appelé ses membres à adopter d'ici mi 2020 une stratégie pour se désengager complètement du charbon. De nombreuses institutions financières françaises continuent à avoir des politiques inefficaces (SCOR en tant que réassureur, Rothschild & Co., Covéa) tandis que d'autres n'ont absolument pas adopté de politique de sortie du charbon (ODDO BHF AM, La Française). D'autres ont des politiques prometteuses mais dont la qualité et l'impact dépendront de leur

application. C'est le cas de BNP Paribas pour qui l'engagement à exclure les entreprises qui n'ont pas adopté de plan de sortie du charbon dans les délais fixés par Paris pourrait ne pas être appliqué aux groupes diversifiés tel que Glencore.

[8] Seul un nombre extrêmement restreint d'institutions financières ont commencé à (a) s'engager à réduire leur exposition au secteur du charbon à un niveau proche de zéro au plus tard en 2030 en Europe et dans les pays de l'OCDE et au plus tard en 2040 dans les autres pays et (b) à adopter une stratégie pour atteindre cet objectif. De nombreux groupes financiers français exigent désormais que leurs clients restants adoptent un plan de sortie du charbon d'ici la fin 2021 et s'engagent à abandonner les clients qui ne peuvent pas prouver leur capacité à sortir du charbon dans les temps impartis.

Contact presse :

Lucie Pinson, fondatrice et directrice générale de Reclaim Finance, lucie@reclaimfinance.org, +33 679543715.

Reclaim Finance est une ONG basée en France, fondée en 2020. Notre vision est un système financier qui soutient la transition vers des sociétés soutenables qui préservent les écosystèmes et satisfont les besoins fondamentaux des populations. Dans le contexte de l'urgence climatique et des pertes de biodiversité, l'une des priorités de Reclaim Finance est d'accélérer la décarbonisation des flux financiers. Nous dénonçons les impacts négatifs causés par certaines institutions financières et nous poussons pour des changements en faisant pression sur ces institutions et en demandant aux décideurs politiques de modifier les lois et les pratiques existantes.

Sélection du meilleur et du pire des politiques sur le charbon

Notre sélection des 6 politiques les plus trompeuses ou lacunaires :

- **Exclure l'extraction de charbon mais pas sa combustion pour produire de l'électricité :** L'investisseur français [Carmignac](#) est le dernier acteur français à n'exclure que des entreprises productrices de charbon. Le gestionnaire d'actif ignore donc tout le reste de la chaîne de valeur à commencer par la production de charbon. Carmignac peut toujours investir dans les entreprises productrices d'électricité à partir du charbon, y compris ceux qui prévoient de s'y développer, notamment en construisant de nouvelles centrales.
- **Arrêter les soutiens aux nouveaux projets, mais pas à la vente de projets existants : [Rothschild & Co](#) a annoncé au printemps 2020** arrêter de soutenir la construction de nouveaux projets charbon via des financements ou mandats de conseil, mais il s'est bien gardé de faire de même concernant ses soutiens à la vente de centrales à charbon existantes. C'est pourtant dans cette activité que la banque s'est fait (mal) connaître, en aidant par exemple le magnat tchèque de l'énergie Daniel Kretinsky à racheter via sa société EPH les deux centrales à charbon françaises d'Engie.
- **Arrêter d'investir dans les entreprises charbonnières, mais continuer de les assurer :** Le réassureur français SCOR fait partie des 16 institutions financières à avoir une politique charbon de haute qualité, mais uniquement pour ses [activités d'investissement](#). La politique de SCOR concernant ses [activités d'assurance](#) est en effet notablement insuffisante puisqu'elle ne contient aucun critère d'exclusion pour les entreprises du secteur. SCOR peut donc continuer de réassurer les plus gros pollueurs, ceux-là mêmes qu'il refuse désormais de soutenir financièrement via ses investissements. C'est d'autant plus inacceptable que si l'investisseur pèse peu, en gérant des actifs d'un montant équivalent à 3% de ceux d'AXA, le réassureur pèse gros en se classant parmi les 5 premiers réassureurs mondiaux.
- **Arrêter de financer directement de nouvelles centrales au charbon tout en maintenant des financements massifs aux entreprises qui construisent ces projets : [JPMorgan Chase](#)** a obtenu une note de 8 sur 10 sur le premier critère concernant le soutien des projets en s'engageant à ne plus autoriser le financement de projets de nouvelles centrales au charbon dans le monde entier en février 2020 — une nouvelle peu impactante étant donné que JPMorgan n'a directement financé que deux projets de nouvelles centrales au charbon au cours des 20 dernières années selon la base de données financières internationale IJGlobal. Cependant, JPMorgan Chase a obtenu 0 sur 10 sur le deuxième critère au sujet des services financiers aux entreprises qui prévoient des projets de centrales au charbon. En vérité, la banque américaine n'exclut même aucune entreprise productrice d'électricité au charbon. Cela explique pourquoi elle a fourni [8,2 milliards de dollars](#) à 21 entreprises qui planifient des projets de nouvelles centrales au charbon entre janvier 2017 et le troisième trimestre 2019.
- **Exclure une infime partie du secteur du charbon, d'une infime partie des actifs sous gestion :** La politique charbon de [BlackRock](#), annoncée en janvier 2020, a fait couler beaucoup d'encre. Cependant, BlackRock obtient la note 0 sur tous les critères, sauf un, appliqués par le Coal Policy Tool aux gestionnaires d'actifs. Sur les autres critères, BlackRock a le score le plus bas possible, car sa politique ne couvre pas toute la chaîne de valeur du charbon, ne concerne que moins de 20 % des 746 entreprises qui figurent sur la liste mondiale de sortie du charbon d'Urgewald, et n'est pas appliquée à plus de 70 % de ses actifs sous gestion.

- **Prétendre sortir du charbon tout en maintenant des soutiens aux entreprises charbonnières importantes** : l'assureur australien [QBE](#) a annoncé son engagement à sortir du charbon d'ici 2030. En vérité, QBE n'exclura que les entreprises dont plus de 30 % des revenus, ou 30 % de la production d'électricité proviennent du charbon thermique après 2030. Une véritable sortie du charbon exige de ne pas s'exposer aux entreprises dont plus de 5 % des activités sont liées au secteur du charbon, ainsi que d'exclure immédiatement et totalement les entreprises ayant des projets d'expansion dans le secteur du charbon.

Notre sélection des meilleures pratiques est accessible en ligne [ici](#).

Quels groupes ne sont pas cités dans ce communiqué de presse, mais méritent d'être mis à l'index pour ne pas avoir de politique sur le charbon ?

Abu Dhabi Investment Authority; Agricultural Bank of China; Bank of China; Berkshire Hathaway; BNY Mellon IM; Canada Pension; Capital Group; Central Provident Fund; China Construction Bank; China Investment Corporation; Federal Retirement Thrift Investment Board; Fidelity; GIC Private Limited; Government Pension Investment Fund (GPIF); Hong Kong Monetary Authority Investment Portfolio; Japan Post Bank; Keva; Kuwait Investment Authority; National Pension (South Korea); National Social Security China; Northern Trust; Pekao; Postal Savings Bank of China; Prudential Financial; Public Investment Fund/Sanabil Investments; Qatar Investment Authority; SAFE Investment Company; SAMA Foreign Holdings; Samsung FM; Sinosure; State Street; T. Rowe Price; Temasek; TIAA Family; Vanguard; Wellington Management.